

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article591>



Manif bruxelloise du P.G.E. : « INSURRECTION » citoyenne en TROMPE-L'ŒIL ou défense honteuse de l'UE et de son strueux euro ?

Publication date: samedi 31 mars 2012



- L'Union européenne -

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Présidé par Pierre Laurent, - l'actuel secrétaire national du PC-PGE -, le Parti de la Gauche Européenne (PGE) s'efforce de récupérer à son profit la révolte des peuples d'Europe contre les effets de la politique continentale d'austérité qui dévaste les acquis sociaux, l'emploi et les salaires dans tous les pays de l'UE.

Dans ce but, ce « parti » européen, financé par Bruxelles sous l'expresse condition qu'il accepte l'Europe supranationale et qu'il ne remette pas en cause l'euro -, organise à Bruxelles un prétendu « sommet européen alternatif » pour, dit-il, exiger une « Europe sociale, démocratique et écologique ».

C'est pourquoi le PRCF avertit clairement les syndicalistes sincères qui, à la faveur de la dynamique créée autour de J.-L. Mélenchon en France, et surtout, à partir des luttes pré-insurrectionnelles (non pas en paroles mais en actes !) menées en Grèce, en Espagne, en Allemagne et en Italie (la France actuelle est quelque peu paralysée comme on pouvait s'y attendre, par la campagne électorale), qu'il s'agit là d'un piège grossier, d'un enterrement de première classe pour les luttes en Europe, et même pire : d'une manière de CANALISER les luttes sociales en vue de les rabattre dans le cadre de la monstrueuse « construction européenne » actuelle. Celle-ci est en effet destinée de A à Z à détruire la souveraineté nationale et tous les acquis sociaux des peuples d'Europe *tout en alignant les ex-partis communistes et les confédérations syndicales originaires de la FSM (fédération de lutte des classes à laquelle a longtemps appartenu la CGT) sur les pratiques réformistes et collaborationnistes de la C.E.S.*

En effet, les organisateurs de cette manifestation bruxelloise font comme si l'Europe supranationale était un cadre politiquement neutre, si bien que la pression des peuples pourrait à volonté modifier le contenu social des politiques adoptées. C'est le même mensonge que cultive la Confédération Européenne des Syndicats, ce flanc-garde de l'Europe patronale qui accepte l'euro, qui « dialogue » en permanence avec le rapace patronat européen et qui accepte les prétendues « dettes souveraines » : raison pour laquelle la CES ne fait rien de sérieux pour fédérer la *seule Europe qui vaille, celle des luttes contre les effets, mais aussi contre les CAUSES de l' « eurostérilité ».*

En réalité, de l'histoire de l'UE du traité de Rome à nos jours au contenu ultra-verrouillé des institutions européennes en passant par celui des politiques mises en place à l'unisson par la social-eurocratie et par l'eurodroite, tout montre que ***l'UE est une DICTATURE CONTINENTALE***, arrogamment dirigée depuis Berlin qui nomme désormais ses proconsuls à discrétion de Rome à Athènes, un Empire féroce anticommuniste qui généralise peu à peu la chasse aux rouges en provenance des pays de l'est, un cartel de puissances impérialistes grand ouvert à l'extrême droite raciste et systématiquement aligné sur Washington quand il s'agit d' « aligner » les peuples du Sud par la guerre, le blocus et l'ingérence.

Par ex., **il est mensonger d'affirmer que l'euro puisse être réformé dans un sens social.** Structuré autour du Deutsche-Mark, conçu pour mettre en place en Europe une zone crypto-protectionniste autour de l'industrie allemande, renchérissant tous les produits de l'Europe du sud et les rendant inexportables, entièrement lié aux dispositifs austéritaires des critères de Maastricht, de la BCE et de sa politique monétariste gravée dans les traités, intrinsèquement lié à l'article 6 de Maastricht faisant de l'Europe une « économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée », ***l'euro est conçu de A à Z pour écraser les salaires (et d'abord ceux des ouvriers allemands !), détruire les prestations sociales et les services publics, permettre le déploiement et la délocalisation mondiale des trusts capitalistes et favoriser l'écrasement des petites entreprises liées au marchés national ou local.***

Il est honteux, alors qu'une majorité d'OUVRIERS, en France comme en Europe, vomit l'euro qui n'a apporté que vie chère et austérité, la direction d'un parti communiste RABATTE les luttes vers un soutien indirect vers l'euro en prétendant, - aux calendes grecques ? – en faire un « instrument du progrès ». Pierre Laurent ne peut ignorer que ce qu'il propose en fait, c'est, -en attendant une invraisemblable « réorientation progressiste de l'euro et de l'UE » (il y faudrait l'UNANIMITE des pays de la zone euro dirigés par des gouvernements de

l'ultra-droite) -, de ***maintenir bien sagement les travailleurs en lutte à l'intérieur de l'euro et de l'UE*** .

Le but de ces faux « insurgés » est de dresser un CONTREFEU contre la seule revendication qui vaille, tant pour construire le « tous ensemble » dans chaque pays que pour mettre en place l'Europe des luttes : la fin de la monnaie unique, la restauration pour chaque pays de sa souveraineté nationale et budgétaire, le refus de la prétendue « dette souveraine », la dislocation complète de cette dictature européenne transnationale qu'est l'UE, le rétablissement du droit de chaque peuple à disposer de soi, - non pour s'isoler, mais pour coopérer avec les autres pays souverains du monde ENTIER.

Oui, ***si un pays comme le nôtre avait enfin le courage de claquer la porte et de sortir de l'UE/euro sur des bases progressistes et internationalistes, alors oui, une situation insurrectionnelle et pré-révolutionnaire secourrait l'Europe et le système capitaliste mondial*** . Et c'est ce dont ne veulent à aucun prix les dirigeants REFORMISTES du Parti de la Gauche Européenne, que nos camarades du Parti communiste de Grèce ont bien fait de tancer tout récemment en leur reprochant de pleurnicher sur les effets funestes de l'UE sans contester les CAUSES structurelles de la politique réactionnaire actuelle.

PROTEGER L'UE et l'EURO comme le fait le PGE, direction du PCF en tête, ce n'est pas construire l'insurrection citoyenne, c'est la dévoyer et la neutraliser pour éviter que le chaudron ne pète , y compris en France, quand, les élections passées, le président en place devra exécuter l'énorme plan d'austérité qui attend notre pays. Mais en attendant, on aura réussi à mettre l'Union européenne à l'abri du débat présidentiel français ; pire, on aura abandonné cette question de l'euro au hideux FN, qui d'ailleurs ne veut pas réellement sortir de l'euro puisqu'il soumet (cf le site du FN) cette décision au bon vouloir de... « l'Axe franco-allemand » ; et évidemment Mme Le Pen n'est pas prête de faire la moindre peine, traditions versaillaises et vichystes obligent, à A. Merkel...

Si la dynamique électorale créée autour de Mélenchon peut porter un espoir, ce n'est nullement parce que Mélenchon refuse de rompre avec l'UE et avec l'euro : c'est au contraire ce point de son programme qui l'empêche de dessiner une véritable alternative porteuse d'un rassemblement populaire MAJORITAIRE fédérant tous les partisans républicains du non à la constitution européenne ; et il est lamentable que le PC-PGE, et en son centre, l'appareil du PCF soit dans ce cadre le meilleur défenseur continental de l'euro !

Au contraire, si Mélenchon a créé une dynamique, c'est parce qu'il a su, EN RUPTURE AVEC LES THEMES HABITUELS DE LA DIRECTION EUROPEISTE du PC-PGE, unir le drapeau rouge au drapeau tricolore, la Marseillaise et l'Internationale, la thématique de classe aux thèmes républicains, comme savaient le faire naguère Jacques Duclos ou Georges Marchais (et comme n'a cessé de le faire courageusement le PRCF à contre-courant de toute la fausse gauche) : mais toute cette symbolique ouvrière et républicaine restera très en-deçà des nécessités politiques si le FDG, jusqu'ici tenu en laisse par le PGE de Pierre Laurent, continue d'épargner l'euro (« notre monnaie », comme dit J.-L. Mélenchon à propos de cette arme de destruction massive des acquis !) en réduisant l'appel au patriotisme à un slogan sans lendemain. ***On ne peut servir deux maîtres et le FDG sera obligé de choisir entre son programme social et sa subordination actuelle aux thèmes « euroconstructifs »*** .

Plus que jamais, ***le PRCF appelle donc les syndicalistes et les progressistes, notamment les COMMUNISTES, à s'émanciper du PS maastrichtien en rejetant le mot d'ordre social-maastrichtien de l'« Europe sociale » qui transforme l'insurrection citoyenne annoncée en tigre de carton, si ce n'est en rabatteur de l'Europe supranationale et capitaliste en crise ouverte.***

A l'heure où le MEDEF en appelle ouvertement dans son manifeste intitulé « BESOIN d'AIRES » à remplacer la France par les « Etats-Unis d'Europe », à organiser de « nouveaux transferts de souveraineté » et à « reconfigurer les territoires » pour casser la République, l'heure n'est pas à s'aligner de gauche sur la construction européenne. Elle est à ***organiser partout le rejet de l'UMP, du FN ET AUSSI celui de la monstrueuse « construction***

se du P.G.E. : « **INSURRECTION** » citoyenne en **TROMPE-L'ŒIL** ou défense honteuse de l'UE et de son m
européenne » du capital.

[Pôle de Renaissance Communiste en France](#)